

Article paru dans "Le Courrier" le 12 octobre 2017

## (RE)PENSER L'ÉCONOMIE

Madame D.

Partons de l'exemple vécu par une femme immigrée pour montrer comment les grandes orientations économiques influent sur la vie quotidienne des personnes les plus précarisées. Mme D. vit à Genève depuis plusieurs années. Mariée avec deux enfants, elle a dû se séparer de son mari. Sans qualification professionnelle et sans revenus, elle a été contrainte de demander l'aide sociale après avoir bénéficié quelques temps des allocations chômage. Loyer et assurance-maladie payés, elle reçoit pour toutes ses autres dépenses (alimentation, habillement, électricité, gaz, entretien du ménage, transport, téléphone, soins corporels, loisirs) la somme mensuelle de 1817 francs pour elle et ses deux adolescents.

Mme D. aimerait trouver un emploi afin de se passer de l'aide sociale qui contrôle en permanence ses revenus et ses activités et vivre un peu mieux grâce aux revenus de son travail. Sans qualifications, elle fait des ménages. Pour cet emploi, l'aide sociale lui a demandé de suivre une formation. Car même pour enlever la poussière et récurer un sol de cuisine, il faut une formation. Depuis, elle enchaîne des heures chez des particuliers. Mais les revenus de cette activité sont variables en fonction du nombre et des besoins de ses «clients». Le fruit de son travail ne lui permet pas de gagner suffisamment pour être autonome. En revanche, les revenus de son travail viennent en déduction de l'aide qu'elle reçoit sauf si elle parvient à un temps de travail de 50%. Dans ce cas, elle touche un supplément d'aide de 300 francs.

Vous l'aurez compris, le fait de travailler lui rapporte au mieux 300 francs par mois, voire rien du tout. Peu satisfaite de cette situation, Mme D. se cherche un emploi à plein temps régulier. Son assistante sociale lui propose de faire un stage d'une année dans un Etablissement médicosocial pour personnes âgées en lui laissant entendre qu'au terme du stage, après une année, elle aura la possibilité de se faire engager. Heureuse de cette perspective, Mme D. accepte le stage proposé qui n'est pas rémunéré. Elle est satisfaite du contact avec les personnes âgées dans le cadre de cet emploi d'aide ménagère. Au terme du stage, Mme D. apprend qu'il n'y a pas de poste fixe pour elle et qu'une nouvelle stagiaire va prendre sa succession. Elle se retrouve ainsi au point de départ, sans perspective d'emploi, découragée et avec le sentiment justifié de s'être faite utilisée et d'avoir fourni du travail gratuit.

La situation de Mme D. n'est pas exceptionnelle et rejoint celle de nombreuses personnes à l'aide sociale. On peut tirer de cet exemple les enseignements suivants:

- le marché du travail en Suisse est de plus en plus sélectif et n'offre guère de perspectives à une personne sans diplôme. Au point que l'on fait croire à Mme D. qu'une formation de femme de ménage peut changer quelque chose à cet état de fait. Renommé «technicien de surface», un nettoyeur reste un nettoyeur, nécessaire au fonctionnement de notre société, indépendamment de l'évolution technologique;

- l'aide sociale est entièrement axée sur la remise au travail à n'importe quel prix, sous-entendant que les bénéficiaires ne songeraient qu'à vivre sans travailler. Que des personnes fortunées vivent du produit de leur fortune ne choque personne, mais qu'un pauvre reçoive une aide pour survivre, voilà qui est honteux. Et tout cela s'appuie sur la culpabilité ressentie des personnes assistées;
- par les processus dits de réinsertion, l'aide sociale facilite le travail gratuit tant en raison du mode de calcul de ses barèmes que par la mise en œuvre de stages non payés ou symboliquement rémunérés. Cette pratique se généralise y compris au sein de l'économie privée où, sous prétexte d'initiation au travail, on bénéficie ainsi d'une main-d'œuvre gratuite ou bon marché fournie par les offices du chômage ou des services chargés de la réinsertion;
- grâce à cet apport de main-d'œuvre payée au tarif de l'aide sociale, l'Etat fait l'économie de la création de postes dont la nécessité est avérée et qu'il devrait normalement créer ou subventionner. C'est sur des bases similaires que l'Allemagne comptabilise aujourd'hui 4,6 millions d'actifs qui survivent avec un minijob payé 450 euros par mois (1) Le résultat des réformes du marché du travail de Gerhard Schröder, chancelier social-démocrate.

Bernard Clerc, Membre de SolidaritéS, ancien député.

(1) O. Cyran, «L'enfer du miracle allemand», Le Monde diplomatique, septembre 2017